

Isabelle FAÇON

Russie

Les chemins de la puissance



Russie, les chemins de la puissance

Isabelle Facon

RUSSIE

Les chemins de la puissance

ARTÈGE Sciences Humaines

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

de ses dures conditions de vie – voire un « substitut » à la liberté ? (H. Carrère d'Encausse, *La Russie inachevée*, p. 31). En 2009, alors que la crise économique frappe le pays de plein fouet, le fait que Vladimir Poutine et Dmitriï Medvedev ne cèdent rien sur la « *vocation russe à la puissance*⁴ » les aide sans doute à préserver leur popularité en cette nouvelle période délicate.

2 – La quête d'autorité internationale d'un pays au destin spécifique

L'extension remarquable des dimensions territoriales de la Russie est allée de pair avec des ambitions fortes en politique étrangère. Ces aspirations ont souvent donné l'impression de trancher avec l'état réel des capacités économiques et techniques ainsi qu'avec le niveau de développement social du pays. Mais elles ont également été généralement « reconnues » par les partenaires et adversaires de la Russie, du fait de sa situation géographique et de l'importance des moyens militaires qu'elle a mis au service d'un expansionnisme impérial faisant toujours passer au second plan le bien-être de la population. À partir du XVIII^e siècle, les apports et contributions culturels et scientifiques russes ont également joué leur rôle dans la place accordée à la Russie dans la politique internationale.

Le plus grand pays du monde : la Russie puissance territoriale

Au fil de ses gains territoriaux, la Russie a acquis, estime-t-elle, les dimensions d'une superpuissance. À son immensité territoriale s'ajoute sa situation intermédiaire entre l'Europe et

l'Asie, au carrefour des grandes zones stratégiques mondiales. Ces traits confèrent à la Russie, qui compte onze fuseaux horaires, une présence qui va de l'Arctique aux mers européennes et à l'océan Pacifique, de l'Europe au Moyen-Orient en passant par l'Asie orientale. Ces éléments ont nourri la conviction des autorités russes que leur pays doit rechercher un rayonnement et une action sécuritaire allant au-delà du seul niveau régional, auquel sa conception essentiellement continentale aurait pu l'amener à se limiter. La Russie estime ainsi qu'elle est investie d'une responsabilité de nature globale, voire d'une « mission » internationale.

Au lendemain de l'éclatement de l'Union soviétique, la question s'est à nouveau posée : la Russie n'est-elle pas avant tout une puissance régionale, et ne doit-elle pas concevoir sa relation au monde comme puissance régionale ? Ce questionnement est alimenté par la sévère attrition des moyens économiques et militaires suscitée par l'effondrement économique des années 1990. Mais la plupart des responsables russes, ainsi que la majeure partie de la population, semblent réticents à se résoudre à une limitation du champ de rayonnement de leur pays. Cette permanence est la cause d'un immense inconfort pour Moscou face au constat, depuis la fin des années 1980, du recul, voire de l'effacement, de son influence dans le traitement de nombreux dossiers clefs de la vie internationale. Pour que leur pays soit reconnu comme grande puissance incontournable, ils mettent en avant différents attributs de puissance objectifs acquis à la fois à l'ère impériale et du temps de l'URSS, dont la Russie est l'héritière juridique – ampleur territoriale, siège de membre permanent au Conseil de sécurité, armes nucléaires, réseaux dans les anciens pays « frères » au Proche et Moyen-Orient⁵... La revendication d'une

relation particulière avec les États-Unis est un symptôme de la difficulté de la Russie à se penser en « puissance moyenne » (cf. *chapitre II*).

La conviction d'un destin unique

La puissance territoriale de la Russie et son statut revendiqué de pivot géopolitique ont fortement contribué à enraciner dans l'esprit des Russes l'idée de la « spécificité » de leur pays et de ses intérêts, et, en corollaire, le rejet d'un modèle extérieur, quel qu'il soit. Mais cette vision s'explique évidemment aussi par le choix orthodoxe, qui imprègne la culture politique russe depuis la christianisation du pays en 988 par Vladimir I^{er}. Le Kremlin, cœur du pouvoir russe, n'est-il pas entouré d'églises ? Depuis la chute de Byzance, en 1453, Moscou, héritière de l'orthodoxie, est censée être la troisième (et la dernière Rome), faisant de son souverain, qui ne tient son pouvoir que de Dieu, le guide de la chrétienté⁶. Ce choix a amené les Russes, peuple « porteur de Dieu » selon Dostoïevskiï, à se sentir dépositaires d'un message de pureté à défendre et à étendre, notamment contre l'expansion catholique, dont les pays européens sont le vecteur privilégié. Au Temps des Troubles, « *c'est contre un occupant catholique polonais venu de l'Ouest que le pays commence à penser son identité nationale* » (M.-P. Rey, 2003, p. 5, cf. bibliographie). Cela amène d'ailleurs à supposer que cette rupture, autant que les « siècles mongols » au cours desquels le second État russe s'est constitué, a nourri les difficultés de compréhension entre la Russie et l'Europe, et contribué à tenir la Russie éloignée de la pensée moderne. Aujourd'hui encore, l'Église orthodoxe et l'Église catholique entretiennent des relations malaisées, la première dénonçant « *catégoriquement le prosélytisme auquel se livrent les catholiques sur le territoire de la Russie [...]. La*

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

La crise de la Fédération, menacée dans sa solidité par des forces centrifuges dans les années 1990, a amené Vladimir Poutine à faire de la restauration de la « verticale du pouvoir » – autrement dit la réaffirmation de la suprématie du pouvoir central sur les sujets de la Fédération russe – une priorité de son premier mandat présidentiel. S’engage alors un processus de recentralisation en plusieurs étapes : formation des grands districts fédéraux ; suppression de l’élection des chefs d’Exécutif régionaux au suffrage universel... En outre, le pouvoir fédéral modifie le régime de partage des ressources fiscales, au détriment des régions (environ 60 % des revenus fiscaux vont désormais au Centre). Il faut dire aussi que les régions se félicitent plutôt de la restauration de la capacité de l’État à jouer son rôle de gestion et de coordination. En mai 2009, la nouvelle Stratégie de sécurité nationale indique que le gouvernement « *n’a pas cédé à la pression du nationalisme, du séparatisme [...], a prévenu le discrédit du régime constitutionnel, préservé la souveraineté et l’intégrité territoriale [...]* ». Cela traduit *a priori* une plus grande tranquillité du pouvoir central russe quant à la fiabilité des « sujets » de la Fédération. Il n’en demeure pas moins que les responsables russes entrevoient différentes menaces pour l’intégrité, à terme, de la Fédération de Russie. Le Caucase demeure instable – un état de fait qui, nourri par des conditions sociales et économiques parmi les plus mauvaises au sein de la Fédération, va bien au-delà du seul problème tchéchène.

Par ailleurs, reconnaissant les risques liés aux disparités entre les niveaux de développement économique des sujets de la Fédération, Moscou semble attacher une attention particulière à la Sibérie orientale et à l’Extrême-Orient sans pour autant donner l’impression de parvenir à concevoir une véritable

stratégie de développement de ses territoires frontaliers de la Chine (*cf. chapitre III*). En creux, les angoisses russes concernant la possible attraction que pourrait exercer, à terme, l'Union européenne sur Kaliningrad, enclavée entre la Pologne et la Lituanie (ou celle du dynamisme économique de l'ensemble Chine-Corée du Sud-Japon sur la région de Vladivostok) ou encore sa difficulté évidente à envisager sereinement un *aggiornamento* avec le Japon sur les îles Kouriles rappellent que la crainte est toujours vivace en Russie, surtout après le « départ » des anciennes républiques soviétiques, de subir de nouvelles amputations territoriales. En témoigne également son attachement à défendre, au Conseil de sécurité, le principe de l'intégrité territoriale et de la non-ingérence dans les affaires intérieures des États souverains.

Les autorités russes doivent également prendre en compte la diversité religieuse de la Russie, État pluriconfessionnel. Vladimir Poutine, orthodoxe, a évité tout geste pouvant être interprété comme une marque de stigmatisation à l'égard des autres religions. Cette précaution s'adresse en particulier à la communauté musulmane, qui regrouperait une vingtaine de millions de Russes (l'Islam est la deuxième religion du pays), concentrés à Moscou et dans le sud du pays. La vigilance particulière dont elle fait l'objet s'explique d'une part par les deux conflits en Tchétchénie (le Kremlin a craint des effets possibles de radicalisation d'une partie de la communauté musulmane dans d'autres régions) ; d'autre part par le fait que la Russie perçoit, à tort ou à raison, un risque de contagion à son territoire d'un Islam radical lié à la situation à ses frontières méridionales, en Afghanistan et en Asie centrale. L'équilibre est difficile à trouver entre volonté de contrôle et souci de dessiner des relations harmonieuses État-Islam. L'établissement de liens

plus étroits avec le monde arabomusulman (en 2005, notamment, Vladimir Poutine obtient pour la Russie le statut d'observateur au sein de l'Organisation de la conférence islamique) est supposé satisfaire ces deux objectifs.

En tout cas, cette diversité est également mobilisée comme un atout : les officiels russes valorisent fréquemment l'expérience spécifique et, selon eux, positive de leur pays comme État multinational (et pluriconfessionnel), la mettant en perspective de la situation internationale, marquée par la crainte d'un « choc des civilisations ».

La Russie face au monde : entre aspiration européenne et « troisième voie »

La position de la Russie au carrefour de l'Europe et de l'Asie est aussi source d'interrogations sur ses affinités identitaires, et sur ses choix de développement. La Russie, à partir de Pierre le Grand, se veut puissance européenne (le symbole en étant le transfert, en 1712, de la capitale de Moscou à Saint-Pétersbourg). Dans le même temps, il ne perçoit que trop bien le décalage entre elle et l'Europe en termes de niveau de développement économique, technique et social. Chez certains, ce constat, souvent expliqué par les deux siècles et demi de joug mongol, suscite de l'amertume mais aussi une envie de « rattraper » l'Europe. Chez d'autres, il renforce l'aspiration à défendre une « singularité russe ». De là provient un « *entre-deux existentiel spécifiquement russe*¹⁵ », découlant d'une approche ambivalente de l'Europe – entre ceux qui désirent des liens plus étroits (voire l'intégration) avec elle, clef, selon eux de la modernisation de la Russie ; et ceux qui restent convaincus de la supériorité morale, du destin « à part », voire du « génie »

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

Pour certains analystes, les enjeux que l'espace postsoviétique recouvre dans le projet de sécurité et de puissance russe sont suffisamment lourds pour que Moscou puisse envisager de mettre en cause les frontières des NEI, devenues internationales (directement calquées sur le dessin des frontières internes à l'URSS, elles ne semblent pas avoir grande légitimité aux yeux de nombreux responsables et intellectuels Russes). Différents événements sont venus à l'appui de cette impression. On pense aux nombreux propos d'officiels russes trahissant une nostalgie certaine de l'URSS, voire de l'époque impériale. Par exemple ceux, récurrents, de Iouriï Loujkov, maire de Moscou, appelant à la « reconquête » de la Crimée, offerte en 1954 par Nikita Khrouchtchev pour marquer le trois-centième anniversaire de l'alliance russo-ukrainienne de Pereïaslav – un don qui ne s'explique que, précisément, par le caractère formel à la fois du droit à la sécession offert par la Constitution soviétique aux républiques de l'URSS et des frontières internes à l'Union. Il faut dire que le cas de l'Ukraine est très particulier, la majorité des Russes la considérant comme le berceau du premier État russe. Les nombreux mariages mixtes russo-ukrainiens ou encore le fait que l'Ukraine soit orthodoxe servent à faire valoir la proximité entre les deux peuples. Le souci persistant de certains « stratèges » américains influents de contribuer à couper définitivement l'Ukraine de la Russie afin de garantir l'impossibilité de la résurgence de l'Empire russe n'a sans doute pas aidé le travail de rupture. « *Sans l'Ukraine, estime Zbigniew Brzezinski, la Russie cesse d'être un empire eurasiatique. La Russie sans l'Ukraine peut toujours rechercher un statut impérial, mais elle deviendrait alors un État impérial principalement asiatique*²⁴. »

En septembre 2003, la Russie décide de construire une digue

à partir de la presqu'île russe de Taman en direction de Touzla, île située au milieu du détroit de Kertch et rattachée à l'autorité administrative de la Crimée en 1941. Le président Koutchma se rend à Touzla pour y réaffirmer l'intangibilité des frontières de l'Ukraine. Cette initiative russe a contribué à l'image d'une Russie insuffisamment respectueuse de la souveraineté recouvrée des républiques ex-soviétiques. À l'été 2009, un nouvel épisode s'ouvrait, suite à l'envoi par le président Medvedev d'une lettre à son homologue Iouchtchenko déplorant la dégradation des relations bilatérales et espérant que la prochaine présidentielle (janvier 2010) y remédierait – un message accueilli comme une ingérence russe dans la vie politique ukrainienne et un signe supplémentaire des « vieux complexes impérialistes » de la Russie.

Nous ne pouvons appréhender ce que nous observons dans les années de votre présidence autrement que comme un rejet par la partie ukrainienne des principes d'amitié et de partenariat présents dans le Traité de 1997 [...]. J'en donnerai ici quelques exemples [...]. La position anti-russe de l'Ukraine par rapport à l'attaque barbare du régime Saakashvili contre l'Ossétie du Sud [...] des armements ukrainiens ont tué des habitants pacifiques et des soldats russes de maintien de la paix à Tskhinvali [...]. Les dirigeants politiques d'Ukraine, ignorant l'avis des citoyens de leur pays – sans même parler de la position de la Russie [...] – continuent obstinément la politique d'adhésion à l'OTAN [...] les tentatives de compliquer l'activité de la flotte de la mer Noire de la Russie [...]. On a en outre l'impression que Kiev cherche constamment à miner les liens économiques avec la Russie, en premier lieu dans le domaine de l'énergie [...]. En conséquence de la ligne de votre administration, il y a des tentatives de révision de l'histoire commune, d'héroïsation des complices des nazis, d'exaltation du rôle des nationalistes radicaux, d'imposer à la communauté internationale des interprétations teintées de nationalisme de la famine de masse en URSS en 1932-1933 comme un « génocide du peuple ukrainien ». L'éviction de la langue russe de la vie sociale, de la

science, de l'enseignement, de la culture, des médias, des procédures judiciaires continue [...]. Je souhaite vous informer de ce que dans ces conditions, où les dirigeants ukrainiens mènent une ligne anti-russe, j'ai décidé de différer l'arrivée en Ukraine de notre nouvel ambassadeur [...]. En Russie, on espère que les nouveaux dirigeants de l'Ukraine seront disposés à établir entre nos pays des relations qui répondront vraiment aux véritables aspirations et aux intérêts de la sécurité européenne.

Lettre du président russe Medvedev au président ukrainien Iouchtchenko, 11 août 2009

Cette image découle aussi en grande partie du jeu trouble de Moscou à l'égard des conflits séparatistes sur le territoire de plusieurs de ces États²⁵, qui ne va pas dans le sens du respect de l'intégrité territoriale que la Russie réclame pour elle-même. Le cas le plus spectaculaire est sans doute celui de la Géorgie : l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud bénéficient depuis le début des années 1990 d'un soutien multiforme (distribution de passeports russes à la majeure partie de la population, aide économique et militaire...) de la part de la Russie, soucieuse de fragiliser la rétive Tbilissi et de contrecarrer son projet de rejoindre l'OTAN. Le choix d'une réaction militaire forte à l'attaque de la Géorgie sur Tskhinvali à l'été 2008 (les troupes russes se sont enfoncées sur le territoire géorgien au-delà des limites de l'Ossétie du Sud) visait, clairement, à s'assurer de la réalisation de cet objectif. Moscou a également contribué à l'enracinement du conflit séparatiste de Transnistrie, territoire de Moldavie. Face aux aspirations euro-atlantiques de cette dernière et à l'implication croissante de l'UE en vue de trouver une solution politique, Moscou a accentué ses pressions sur Chisinau. En mai 2008, la Moldavie, cédant à Moscou, a déclaré une politique de neutralité. Après la guerre en Géorgie, Moscou a multiplié les

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

qu'accentuer cette ambivalence. En effet, après la chute du mur de Berlin, la vie du continent est structurée par deux organisations – l'OTAN et l'Union européenne – dont la Russie n'est pas membre. À ses yeux, cela la prive de sa juste place dans les processus décisionnels diplomatiques et de sécurité européens. Le parallélisme entre l'élargissement de l'Alliance atlantique et celui de l'UE a nourri la vision d'un ensemble euro-atlantique qui écarte la Russie, en dressant de nouveaux murs politiques entre elle et le reste de l'Europe. Des murs administratifs aussi – l'entrée des nouveaux membres de l'UE dans l'espace Schengen suscitant un resserrement des contrôles aux frontières. Quand il était président, Vladimir Poutine a même proposé l'intégration de son pays à l'espace Schengen – tentant d'utiliser l'enclave de Kaliningrad comme cas « pilote » pour une évolution vers un régime sans visa entre son pays et l'UE.

L'enclave de Kaliningrad : point d'intégration ou site de confrontation stratégique ?

L'enjeu de Kaliningrad a été présenté, au début des années 2000, comme un test pour les relations entre Moscou et l'UE élargie. Ce territoire, ex-Königsberg (établie au XIII^e siècle par les chevaliers teutoniques), d'une surface de 15 000 km² et comptant près d'un million d'habitants, a été rattaché en 1945 à la RSFSR. Suite à l'élargissement de l'UE de 2004, il est devenu une exclave russe située entre Pologne et Lituanie, accessible à partir du reste de la Russie seulement par voie maritime ou au prix du passage de deux frontières (Biélorussie, Lituanie). Au terme d'un assez complexe processus de négociation sur la meilleure façon de pallier les possibles conséquences négatives de la nouvelle situation sur le transit de biens et de personnes à partir de et vers Kaliningrad, notamment du fait de l'introduction de visas, la Russie et l'UE ont trouvé différents accords de facilitation du transit de biens et de personnes.

Bien que les deux parties se félicitent de leur succès à régler cette

épineuse question, la situation de Kaliningrad pose toujours des problèmes. Les Européens s'inquiètent du fossé de santé économique entre l'enclave (marquée, dans son économie, par son passé de « ville fermée » militarisée) et les régions européennes voisines, qui alimente la criminalité et la détérioration de la situation sanitaire. La Russie craint, pour sa part, que Kaliningrad, qui lui offre un port libre de glaces sur la Baltique, puisse à terme se trouver aspirée par la zone de prospérité européenne dans laquelle la région se trouve insérée. Certes, Kaliningrad n'appartient que depuis peu à la Russie, ce qui accentue l'inquiétude de Moscou, mais l'Allemagne, en 1990, a fait savoir qu'elle renonçait à toute prétention sur l'enclave. L'oblast', longtemps un bastion de l'Armée rouge (avec, notamment, le commandement de la flotte de la Baltique, depuis déplacé à Saint-Pétersbourg) et du complexe militaro-industriel soviétique, demeure un atout de choix dans les postures stratégiques russes à l'égard d'un Occident jugé menaçant. Bien que le niveau de forces militaires dans la région ait sensiblement diminué depuis la disparition de l'URSS, les officiels russes menacent régulièrement d'y installer des armes nucléaires ou des missiles en réponse à des mesures jugées défavorables aux intérêts de la Russie (crise du Kosovo en 1999, crise des antimissiles dans les années 2000...). Cette vision de Kaliningrad comme enclave stratégique rend le gouvernement russe hésitant quant au degré d'ouverture qu'il y offre aux investisseurs étrangers.

Pour Moscou, la présence des nouveaux membres des deux organisations ne peut qu'aggraver la situation. L'analyste Dmitriï Trenine n'est pas seul à juger que « *la Pologne et les États baltes, en particulier la Lituanie et l'Estonie, se sont affirmés comme experts, superviseurs et guides des politiques de l'Europe envers la Russie* » (2008). Il est vrai que ces pays, pour des raisons historiques bien comprises, n'optent pas toujours, au sein de l'OTAN et de l'UE, pour des positions très constructives sur la « question russe ». Moscou n'en détient pas moins une grande part de responsabilité dans l'acrimonie développée à son encontre par ces États. Investissant peu

d'énergie diplomatique dans la redéfinition de ses liens avec ses anciens « satellites », elle les irrite en traitant en priorité avec les pays de la « vieille Europe » – Allemagne, France, Italie, Royaume-Uni... Les officiels russes se plaignent aujourd'hui fréquemment de l'action freinante que les nouveaux membres exercent sur les pourparlers russoeuropéens sur différents sujets.

De plus, les pays d'Europe centrale et orientale et la Russie font de l'histoire du XX^e siècle une lecture très différente. Les premiers sont plus prompts à mettre en exergue le pacte de non-agression Molotov-Ribbentrop d'août 1939 (et ses protocoles sur le partage de l'Europe en sphères d'influence), la seconde à mettre l'accent sur la responsabilité des dirigeants européens dans l'affirmation des « appétits » de l'Allemagne nazie (Munich, septembre 1938) et sur les énormes pertes soviétiques dans le second conflit mondial (souvent évaluées à 20 millions de personnes). Pour Moscou, la position des pays d'Europe orientale est source d'un mécontentement d'autant plus grand qu'elle risque de fragiliser le mythe construit en Russie autour de la « Grande Guerre patriotique », de la contribution du peuple soviétique à la libération du continent européen du nazisme, si important dans la conscience collective nationale, mais aussi dans l'argumentaire de Moscou sur l'appartenance européenne de la Russie (la libération est venue de l'Est, martèlent les officiels russes)... En avril 2007, l'incident autour de l'enlèvement du monument au soldat soviétique en Estonie, qui symbolise la victoire des Soviétiques sur le nazisme pendant la Seconde Guerre mondiale, a illustré la force de ce choc des visions historiques ; il correspond à la vision largement répandue en Europe centrale et orientale et dans les États baltes que l'URSS n'a pas été un libérateur, mais bien plutôt un occupant. À cela, Moscou répond en mettant en avant le rôle des

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

au « redémarrage » des relations avec Moscou [...]. La question reste ouverte – Biden donnait-il sa position personnelle et le faisait-il de sa propre initiative, ou bien le vice-président agissait-il sur instruction d’Obama ? La vision du professeur Alekseï Bogatourov⁴¹ semble convaincante [...]. « Dans l’administration [Bush], il y avait un vice-président énergique et agressif, Richard Cheney, dont tout le monde pensait qu’il était le leader en coulisse, fait remarquer l’expert [...]. Il était facile pour Biden de se situer dans ce rôle puisque l’opinion publique et les députés se sont habitués à ce qu’il en soit ainsi. » Du coup, Biden se conduit comme si la politique étrangère relevait de sa sphère de compétence exclusive, privilégiée ou supplémentaire, ce qui en fait ne correspond pas à la Constitution [...]. Mais les propos de Biden auront inévitablement des conséquences en politique étrangère. En tout cas, on peut supposer qu’ils ne renforceront pas, à Moscou, la confiance en Washington. Or, il en faudra pour résoudre les questions du jour – désarmement, problème des programmes nucléaires iranien et nord-coréen.

« **Biden se glisse dans le rôle de l’éminence grise** », *Nezavisimaïa Gazeta*, 27 juillet 2009

En cherchant par tous les moyens à peser sur les choix diplomatiques américains, la Russie tente confusément de recréer l’illusion d’une relation particulière avec la première puissance mondiale, qu’elle voudrait déterminante pour les équilibres internationaux – semblant presque considérer que résister à l’hyperpuissance américaine, lui dire non, est en soi un signe extérieur de puissance. À cet égard, la cicatrisation est d’autant plus difficile à réaliser qu’à Washington aussi, une partie des élites politiques et intellectuelles peine à dépasser le bagage de perceptions mutuelles négatives hérité de la Guerre froide. L’absence d’échanges économiques substantiels ne permet pas de stabiliser le rapport russo-américain, comme c’est le cas dans la relation UERussie. Sans doute les deux pays ont-ils d’autant plus de mal à s’entendre qu’ils penchent pour le

même type d'options et qu'aucun des deux ne rejette le rapport de force : comme le fait remarquer le chercheur bulgare Ivan Krastev, « *La Russie croit en la puissance, en l'unilatéralisme, et en la poursuite sans contrainte de l'intérêt national* » et en ce sens, « *les instincts de la politique étrangère de la Russie sont plus «américains» qu'européens* » (p. 6, cf. bibliographie).

Pour toutes ces raisons, Moscou n'a de cesse de relativiser la puissance américaine, qu'elle appréhende comme gênante pour sa sécurité, ses intérêts et sa stature internationale. Consciente de son incapacité à réaliser seule cet objectif, elle cherche à amplifier son pouvoir d'influence en s'appuyant sur de nouveaux et d'anciens amis en Orient pour obliger les États-Unis à prendre en compte ses intérêts.

4 – Incertitudes orientales

Si les élites russes se réfèrent fréquemment au statut « spécial » et « global » que leur pays retire de son emplacement entre Europe et Asie, ce dernier axe a toujours fait l'objet d'un intérêt moindre dans l'effort diplomatique russe que la dimension européenne/occidentale. Pourtant, la Russie aime à dire qu'elle souhaite prendre en Asie la place que la géographie lui a donnée : deux tiers de son territoire sont en Asie ; sa côte Pacifique est plus longue que celle des autres pays de la région à l'exception de l'Indonésie ; et elle a des frontières communes, terrestres ou maritimes, avec la Chine, le Japon, la Corée du Nord et la Mongolie.

Asie versus Occident ?

Quand, au début des années 1990, la Russie pensait justifier son statut de grande puissance par son entrée dans le club des

grandes puissances occidentales industrialisées, elle a pourtant largement négligé la dimension orientale de sa politique extérieure, à l'exception, notable, de la relation avec la Chine. Lorsque, dès le milieu de la même décennie, Moscou s'est estimée déçue dans son attente de « partenariat stratégique » avec l'Occident, elle a consacré de nouveau davantage d'énergie à ses partenariats asiatiques et orientaux, sous l'égide d'Evgueniï Primakov, remplaçant Andreï Kozyrev à la tête du ministère des Affaires étrangères à partir de 1996. Dans ce cadre, elle reste toutefois très motivée par son souci « d'atteindre » l'Occident – le Kremlin cherchant à s'appuyer sur des alliances avec d'autres acteurs désireux, comme la Russie, d'éviter que le monde devienne « unipolaire » et soit dominé par le système de valeurs occidental. Cette démarche semble plus structurée dans le cas des pays asiatiques qu'en Amérique latine ou au Proche et Moyen-Orient. De fait, les « appuis » les plus utiles se trouvent en Asie – c'est là que sont certains des grands « émergents » dont la vitalité fait s'interroger les experts sur la « fin » possible de l'Occident.

Attachement à la diplomatie multilatérale, défense de la diversité des cultures et des civilisations, dialogue entre les civilisations et entre les religions, démocratisation des relations internationales, aspiration à un ordre mondial multipolaire fondé sur l'égalité des nations, grandes et petites, sur le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des pays, sur le droit international et le respect mutuel, rejet des ingérences dans les affaires intérieures... Ces termes récurrents dans le discours diplomatique russe figurent dans bon nombre de déclarations conjointes entre la Russie et ses partenaires asiatiques – que ce soit dans le cadre bilatéral des « partenariats stratégiques » avec l'Inde et la Chine, dans celui de la « troïka » Inde-Chine-Russie,

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

Chapitre III

Les instruments de la puissance

La Russie impériale puis soviétique était parvenue à s'imposer comme puissance en dépit de ses faiblesses et retards techniques, technologiques, voire institutionnels. Aujourd'hui, cette reconnaissance « automatique » ne va plus de soi. Moscou ne peut ni ne veut plus s'appuyer exclusivement sur les leviers traditionnels qui lui avaient permis de compter dans le « concert des grands » – conquêtes territoriales et hypertrophie des outils militaires. Sur le plan technologique, la Russie accuse toujours un retard considérable dans nombre de domaines par rapport aux grands pays industrialisés, et elle ne parvient pas à s'imposer en acteur majeur des relations économiques mondiales. Elle en retire une frustration certaine, qu'elle cherche à compenser en s'appuyant sur des mécanismes multilatéraux.

1 – La fin de la priorité à l'outil militaire ?

« Mikhaïl Gorbatchev puis Boris Eltsine ont posé un principe révolutionnaire : le visage militariste que la Russie a présenté au reste du monde pendant des siècles n'était ni "normal" ni "civilisé" » (G. Sokoloff, p. 18, cf. bibliographie) : cette formule résume bien la profondeur de la rupture engagée par les pères de la perestroïka par rapport à la tradition de militarisation de la société russe (cf. chapitre I). Mais les responsables russes ont-ils suivi cette logique jusqu'au bout ?

Nécessaire normalisation pour le complexe

militaroindustriel

Aux yeux des réformateurs artisans de la perestroïka (1985-1991), le poids démesuré des dépenses militaires est une cause essentielle de la stagnation qui caractérise l'économie soviétique depuis Brejnev. Lorsqu'ils comparent la situation nationale à celle des autres grands États, ils constatent que c'est désormais la capacité à se mesurer à la concurrence économique et technologique internationale qui détermine la puissance, davantage que l'accumulation de moyens militaires. Il leur apparaît donc nécessaire de réévaluer la stratégie militarisée de l'État soviétique, tant pour redynamiser son économie que pour lui donner une chance de sauver son rang de superpuissance, mis en cause par l'incapacité du complexe militaro-industriel (CMI) à suivre les progrès technologiques de ses homologues occidentaux. La démilitarisation de la politique du Kremlin prendra des formes variées : réduction des budgets de défense, retrait d'Afghanistan, programmes de conversion des industries d'armement, rapatriement des troupes déployées en Europe centrale et orientale...

Boris Eltsine n'est pas revenu sur cette logique. Il faut dire que la délicate situation économique à laquelle il était confronté ne lui aurait guère permis d'investir fortement dans les outils militaires. Mais, comme M. Gorbatchev, le premier président de la Russie post-soviétique est convaincu que le primat du complexe militaro-industriel dans la répartition des ressources est à l'origine de la fragilité des fondements de la puissance nationale. L'industrie d'armement et autres secteurs identifiés comme faisant partie du CMI, par exemple le spatial, voient le soutien gouvernemental se réduire comme peau de chagrin. L'absence de moyens budgétaires amènera l'équipe au pouvoir, de toute façon accaparée par d'autres urgences, à différer la mise

en œuvre des projets de modernisation de l'armée. Les militaires, nourrissant un fort ressentiment à l'égard des autorités civiles, qu'ils jugent incompétentes et irresponsables, et ce avec encore plus de force après le premier conflit en Tchétchénie, en ont profité pour enraciner « leur » modèle – tourné vers le scénario d'un conflit majeur avec les forces de l'OTAN. L'élargissement de l'Alliance et ses opérations militaires dans les Balkans leur ont servi d'argument pour valider, auprès des autorités et de l'opinion publique, leurs visions traditionnelles. Ainsi, les forces armées russes conserveront longtemps une forme, une culture et des comportements relativement proches de ceux de l'Armée rouge, bien que dans une version dégradée. En effet, les pouvoirs politiques, conscients de ne pas avoir les moyens budgétaires voulus pour une restructuration en profondeur des forces et soucieux d'éviter une confrontation avec l'institution militaire, renonceront à lui imposer des réformes radicales (notamment une évolution vers la professionnalisation).

Initialement, Vladimir Poutine a semblé suivre la ligne de démilitarisation de la politique internationale de ses prédécesseurs. En novembre 2000, quelques mois après son élection, il a proposé à Washington d'importantes réductions des arsenaux nucléaires stratégiques. Il a également fermé, en 2001, d'anciennes bases soviétiques à l'étranger (au Vietnam – Cam Ranh Bay, à Cuba – Lourdes).

Les outils militaires reconsidérés

C'est pourtant Vladimir Poutine qui va procéder à une revalorisation notable des outils militaires. La situation économique lui facilite la tâche. Aidé, d'un point de vue budgétaire, par les prix élevés des hydrocarbures, il multiplie par

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

sans grand succès, de contrôler le plus possible les réseaux de gazoducs d'exportation vers l'Europe (via l'Ukraine et la Biélorussie). Sa dépendance à l'égard de l'Ukraine pour le transit des hydrocarbures vers l'Europe lui pose particulièrement problème du fait des tarifs élevés pratiqués par Kiev, des impayés et des prélèvements sur les gazoducs⁵³. Les efforts gouvernementaux en vue de doter la Russie d'une capacité de produire et d'exporter du gaz liquéfié⁵⁴ participent de cette même intention de consolider un levier énergétique multiforme et polyvalent – contrôle interne, contrôle des ressources d'autres pays, contrôle des voies d'évacuation, diversification des produits et, à terme, des marchés... Moscou, qui tente d'afficher autant que possible un front uni avec les autres producteurs d'énergie (cf. projet d'« Opep du gaz », rapprochements périodiques avec l'Opep, dont elle n'est pas membre), travaille à ajouter à cet arsenal l'entrée dans le capital d'activités en aval (distribution, raffinage...) dans les pays européens.

Cependant, le gouvernement russe a conscience des limites de sa force de frappe énergétique, et ce à différents niveaux. En témoignent, en creux, la constitution de réserves visant à soutenir l'économie en cas d'effondrement des prix de l'énergie ; ou encore les participent de cette même intention de consolider un levier énergétique multiforme et polyvalent – contrôle interne, contrôle des ressources d'autres pays, contrôle des voies d'évacuation, diversification des produits et, à terme, des marchés... Moscou, qui tente d'afficher autant que possible un front uni avec les autres producteurs d'énergie (cf. projet d'« Opep du gaz », rapprochements périodiques avec l'Opep, dont elle n'est pas membre), travaille à ajouter à cet arsenal l'entrée dans le capital d'activités en aval (distribution, raffinage...) dans les pays européens.

Surtout, les dirigeants de la Russie post-soviétique ne retirent pas du statut de puissance énergétique que des avantages : ils en ressentent également de l'humiliation. À leurs yeux, le pays à l'origine du premier satellite artificiel et des grandes réalisations technologiques militaires du temps de la Guerre froide devrait pouvoir se distinguer dans le monde globalisé également par des industries de pointe et à forte valeur ajoutée. Selon le Concept de développement socio-économique, la production de l'ensemble des secteurs de constructions mécaniques ne compte plus que pour environ 3 % du PIB russe contre 28-30 % pour le complexe énergétique et les branches des matières premières ; la part des services est réduite. Cette distorsion, on l'a vu, se retrouve dans la structure des exportations de la Russie. Avec l'Union européenne comme avec la Chine, il s'agit d'un constat très problématique – avec la première, qui ne cesse de dire aux Russes qu'en définitive, ils doivent le regain de vitalité économique de leur pays à ses importations d'énergie, cela conforte l'amertume liée au retard technologique récurrent ; avec la seconde, cela pose la question de la capacité de la Russie à moderniser son outil industriel, Pékin menaçant d'éclipser, dans de nombreux domaines, le potentiel russe.

Sur la voie de la diversification

Moscou n'a donc cessé de corriger cette anomalie. Depuis plusieurs années, les mots clés de la politique économique russe sont « diversification » et « modernisation ». Le Kremlin estime avoir permis au pays de passer le cap de la crise structurelle qu'il traversait depuis l'éclatement de l'URSS et atteint ses objectifs en termes de stabilité macroéconomique – un bilan d'ailleurs plutôt validé par les organisations internationales (FMI, Banque mondiale). Il annonce donc son intention de

passer à une nouvelle étape de son projet de développement national, qu'incarne son programme socio-économique horizon 2020. Ce document prescrit au gouvernement, entre autres, de faire en sorte que, dès 2014-2017, la production de haute technologie et l'économie de la connaissance constituent un apport au PIB équivalent à celui fourni actuellement par les secteurs dits « traditionnels » – énergie, matières premières... Différentes mesures ont été prises qui doivent à terme permettre une participation plus importante des secteurs « non traditionnels » dans les échanges globalisés : action régalienne pour soutenir les secteurs manufacturiers dont l'État pense qu'ils porteront la modernisation et le renforcement de la capacité d'innovation de l'économie russe, constitution de géants industriels intégrés susceptibles de concurrencer les grands groupes internationaux, action volontariste pour le développement de nouvelles technologies (nanotechnologies, par exemple)... Parmi ces secteurs figurent, sans surprise, ceux dans lesquels les Soviétiques avaient le plus massivement investi – militaire, spatial, nucléaire⁵⁵...

Le secteur nucléaire est mis en avant comme secteur de haute technologie – Sergeï Kirienko, à la tête de Rosatom, la corporation d'État pour l'énergie atomique, vante les contrats passés avec le groupe américain Fuel Co Group en 2009 sur la fourniture d'uranium faiblement enrichi et de services (contrat de plus d'un milliard de dollars). Des alliances sont en cours d'établissement avec l'Allemagne et le Japon. L'Inde et la Chine sont clients de l'industrie nucléaire russe, de même que l'Iran. Le secteur de l'armement fait aussi l'objet de beaucoup d'intérêt de la part du Kremlin, qui le considère comme un autre pan de la vitrine de la Russie comme puissance manufacturière et technologique. Le gouvernement soutient activement cette

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

occidentaux cherchent à imposer – démocratie, droits de l’homme..., des notions autrement plus subjectives à ses yeux. La Charte et le droit de veto de Moscou sont théoriquement les meilleurs garants du maintien du *statu quo* face à l’affirmation des nouveaux impératifs d’ingérence humanitaire. C’est la raison pour laquelle l’opération Force alliée de l’OTAN en 1999 a constitué le choc que l’on sait pour Moscou. De fait, l’OTAN a choisi de se passer de mandat du Conseil de sécurité (il était clair que le veto de la Russie et de la Chine était acquis, les deux invoquant le principe de non-ingérence dans les affaires internes des États souverains, en l’occurrence la Serbie). Ce traumatisme, lié à la dévaluation subie par le Conseil de sécurité à cette occasion, explique la position de la Russie, par la suite, sur la guerre en Irak. Il est également très présent dans l’inquiétude exprimée par Moscou sur le risque qu’elle entrevoit que l’OTAN puisse vouloir se substituer à l’ONU en matière de paix et de sécurité.

C’est pour les mêmes raisons que Moscou, au début des années 1990, a tenté de valoriser l’OSCE pour contrer l’affirmation de l’OTAN comme élément central de l’architecture de sécurité en Europe post-Guerre froide (*cf. chapitre II*). De fait, elle y dispose, comme tous les autres membres, d’un droit de veto, ce qui à son sens aurait permis que ses visions et approches soient prises en compte pour l’organisation politique et sécuritaire sur le continent. Cette idée russe n’a pas séduit grand monde en Europe et aux États-Unis, comme le constate Sergeï Lavrov : « *Nos partenaires comprenaient parfaitement bien à l’époque qu’il fallait choisir entre l’élargissement de l’OTAN et une OSCE forte. On sait quel choix a été fait – et c’est précisément pour cette raison que nous avons aujourd’hui une OSCE faible* » (MGIMO, 1^{er}

septembre 2009). Aujourd'hui, la Russie a renoncé à ce projet, et est même devenue l'un des adversaires les plus farouches de l'OSCE, qu'elle accuse de s'intéresser trop exclusivement à l'ex-URSS. C'est notamment à l'OSCE que s'adressent les reproches récurrents des diplomates russes sur le fait que certains États instrumentalisent les organisations internationales pour justifier des ingérences dans les affaires intérieures des États, des actions contraires aux intérêts des autres membres, et analysent les situations sur la base de « doubles standards ». Il est vrai que l'OSCE s'est faite assez présente dans l'espace post-soviétique, notamment dans la surveillance des processus électoraux. Elle a également essayé de jouer un rôle dans le déblocage des conflits gelés en Moldavie et dans le Caucase – pour lesquels Moscou, pour prévenir l'engagement « excessif » des autres grandes puissances, a conçu dans les années 1990 des mécanismes de règlement qui lui font la part belle. Son opposition, après la « guerre des cinq jours », en Géorgie, au renouvellement du mandat de la Mission d'observation de l'ONU en Abkhazie et de celui de l'OSCE en Ossétie du Sud a bien marqué sa vision sélective de l'utilité du multilatéralisme dès lors qu'il concerne son voisinage.

Multilatéralisme russe contre pluralisme géopolitique

Au début des années 2000, Moscou a renoncé à s'appuyer sur la Communauté des États indépendants comme moteur de l'intégration, autour d'elle, de l'espace post-soviétique (*cf. chapitre II*). Elle n'en a pas pour autant abandonné les options multilatérales. OTSC, Communauté économique eurasiatique, État d'Union Russie-Biélorussie, espace économique unifié, OCS : autant d'initiatives que Moscou met en avant pour

témoigner de ce qu'elle demeure capable de susciter des mouvements d'intégration (politique, économique, militaire), prérogative des grandes puissances. On peut toutefois parler de multilatéralisme, de formes de coopération poussées, plutôt que d'intégration (terme retenu officiellement par les Russes), compte tenu des fortes limites que rencontrent ces formats, en partie du fait même de Moscou.

Certes, la Russie, à cet égard, dispose d'un atout de taille : son poids prédominant (économique, militaire, territorial) par rapport à tous les autres États de l'espace eurasiatique. Toutefois, la plupart de ces organisations, hormis l'OCS (dont la force motrice est plutôt la Chine) et, dans une moindre mesure, l'OTCS, peinent à trouver leur rythme de croisière. Les pays concernés ne partagent pas nécessairement toutes les ambitions de Moscou, et en tout état de cause, leur engagement peut s'avérer fluctuant – les États disposant de peu de ressources ayant généralement tendance à multiplier leurs opportunités diplomatiques et économiques en ne s'enfermant pas dans des dispositifs trop exclusifs. Le projet d'espace économique unifié – lancé en 2003 avec la Biélorussie, le Kazakhstan et l'Ukraine – comporte théoriquement trois étapes (zone de libre-échange, union douanière, espace économique pleinement intégré – avec libéralisation des mouvements de main-d'œuvre, de marchandises et de services, et une monnaie commune). Mais Kiev a déjà fait savoir qu'elle n'avait pas l'intention d'aller au-delà de la première étape, au motif que cela obérerait son projet de rejoindre l'Union européenne (la Commission européenne a d'ailleurs déclaré cet espace commun susceptible de compromettre tant la réalisation du projet d'espace économique européen commun entre l'UE et la Russie que les aspirations européennes de l'Ukraine). Or, sans l'Ukraine, le projet perd

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

- 17 – Au Kremlin, en présence du président ukrainien Iouchtchenko, le 12 février 2008.
- 18 – Expression empruntée à Denis Eckert et Vladimir Kolossov, p. 15. , cf. bibliographie
- 19 – À l'époque directeur du Centre de recherche militaire et stratégique, « cerveau » de l'État-major général de l'armée russe.
- 20 – Si les républiques d'Asie centrale se sont montrées très vite désireuses de rejoindre la CEI, la Géorgie, la Moldavie et l'Azerbaïdjan ont marqué plus de réticence (pour les « convaincre », la Russie n'hésitera pas à instrumentaliser les conflits séparatistes auxquels les trois étaient, et sont d'ailleurs toujours, confrontés). Les républiques baltes ont immédiatement opté pour les structures euro-atlantiques. En 2009, la Géorgie a quitté définitivement la CEI.
- 21 – Interfax-AVN, 18 avril 2008.
- 22 – Anne de TINGUY, « La sortie de l'Empire : le poids de l'héritage », dossier Russie de *Questions internationales*, p. 10.
- 23 – Aujourd'hui, les officiels russes évitent cette expression – sans doute parce qu'elle est très connotée et que son utilisation alimente les accusations, dans les NEI et en Occident, sur le néoimpérialisme présumé de la Russie. Le terme n'en est pas moins toujours très usité dans la presse et dans les débats d'experts russes.
- 24 – *Le Grand échiquier*, Bayard Éditions 1997, p. 18.
- 25 – Conflits qualifiés de « gelés » parce qu'en suspens depuis la première moitié des années 1990 sans que leur soit apportée une solution politique.
- 26 – Russie, Chine, Kazakhstan, Kirghizstan, Ouzbékistan, Tadjikistan.
- 27 – Arnaud DUBIEN, *Questions internationales*, p. 36.
- 28 – Concept de politique étrangère de la Fédération de Russie.
- 29 – Sur la « diplomatie de l'énergie » voir aussi chapitre III.
- 30 – Ce fut fait en 2004.
- 31 – Ukraine, Moldova, Biélorussie, Caucase du Sud.
- 32 – « A Fateful Error », *New York Times*, 5 février 1997.
- 33 – Lien de cause à effet ? Le « partenariat oriental » de l'UE a été lancé le 7 mai 2009.
- 34 – La PEV a pour but de renforcer la coopération politique, sécuritaire,

économique entre l'Union européenne et ses nouveaux voisins suite aux élargissements de 2004 et 2007. Le partenariat oriental, lancé en 2009, propose un approfondissement des relations avec six États d'Europe de l'Est – Arménie, Azerbaïdjan, Biélorussie (sous réserve de progrès en matière de démocratisation), Géorgie, Moldavie et Ukraine.

35 – 13 juillet 2009. Fondateur du quotidien *Kommersant*, directeur de la « Fondation pour une politique efficiente », Gleb Pavlovskii est l'un des conseillers en communication les plus en vue du Kremlin. Il est crédité d'avoir facilité la réélection de B. Eltsine et l'élection de V. Poutine en 2000. Il a conseillé ce dernier au moment de la présidentielle ukrainienne de 2004.

36 – « OTAN : les partenaires européens doivent exprimer explicitement leur propre opinion sur la Russie (Rogozine) », RIA Novosti, 19 août 2008.

37 – Dmitriï SOUSLOV, du SVOP, *Russia Profile*, 15 juillet 2009.

38 – Reuters, 7 juillet 2009.

39 – En référence à la volonté de l'administration américaine d'engager un « redémarrage » (*reset*) dans les relations russo-américaines que le même Biden avait déclarée, lors de son discours à l'occasion de la 45^e conférence de sécurité à Munich, en février 2009.

40 – Ce plan a été suspendu par l'administration Obama à l'automne 2009.

41 – Du MGIMO, l'Institut d'État de Moscou des relations internationales, qui forme les diplomates russes.

42 – Celui-ci lui donne même un peu plus de surface politique en instituant la pratique des rencontres trilatérales annuelles. Les trois pays partagent des visions communes sur le rejet d'un ordre international donnant la part la plus belle aux puissances industrialisées occidentales, sur l'intégrité territoriale, la non-ingérence, le terrorisme... Les trois parties ont envisagé la possibilité de coordonner leurs positions au sein de l'OMC si la Russie finissait par y entrer.

43 – C'est la banque Goldman Sachs qui la première, en 2003, a mis en avant les possibilités de ce groupe, dont les membres bénéficient alors des plus dynamiques taux de croissance du PIB et de réserves financières substantielles, et dont on pense qu'ils pourraient compter, en 2025, pour 40 % de la croissance mondiale.

44 – « VTO *zajimaet* BRIK » [L'OMC étouffe le BRIC], Interfax, 1^{er} septembre 2009.

45 – *Vladivostok Times*, 14 mai 2009.

46 – Depuis 1993, la Russie est membre du Forum régional ASEAN sur la sécurité. Le premier sommet ASEAN-Russie s'est tenu en 2005. En 2009, le président Medvedev a nommé un représentant auprès de l'ASEAN. La Russie est aussi membre de l'APEC (*Asia Pacific Economic Cooperation*) ; elle doit accueillir le sommet de ce forum en 2012, à Vladivostok.

47 – Sur cette période, la Russie était le principal fournisseur d'armes de l'armée chinoise (85 % des importations chinoises d'armement, près de 70 % des exportations d'armement russes).

48 – Il convient d'ajouter aux facteurs de cette relative complicité russo-turque le souci commun de stabiliser le Caucase du Sud, suite au conflit en Géorgie de 2008.

49 – Évaluations du *Military Balance*, de l'IISS (2009).

50 – Sergeï LAVROV, « Vnechniaia politika Rossii i novoe katchestvo geopoliticheskoï situatsii » [La politique étrangère de la Russie et la nouvelle nature de la situation géopolitique], pour l'*Annuaire diplomatique 2008*.

51 – Denis ECKERT, « Le plus grand pays du monde », Revue *L'Histoire*, n°344, juillet-août 2009, p. 9.

52 – Ioukos poursuivait notamment deux projets jugés nuisibles aux intérêts russes par certains acteurs gouvernementaux : le projet d'oléoduc vers la Chine (*cf. chapitre II*), le projet d'oléoduc débouchant à Mourmansk et permettant d'approvisionner les États-Unis par supertankers. Ioukos était, en outre, en pourparlers avec ExxonMobil sur la vente éventuelle de 40 % de ses parts, ce à quoi l'État s'est opposé.

53 – Le gazoduc Yamal-Europe, permettant le contournement du territoire ukrainien, passe par la Biélorussie. Celle-ci résiste à la demande de Gazprom d'échanger ses dettes énergétiques contre le contrôle du tronçon qui passe par le territoire biélorusse...

54 – Une première usine de liquéfaction a été inaugurée en février 2009 sur l'île de Sakhaline. Les sociétés actionnaires en sont Gazprom, Royal Dutch/Shell, Mitsui et Mitsubishi.

55 – Des grands groupes ont déjà été constitués, auparavant, dans l'énergie, les métaux, les produits chimiques...

56 – Sergeï LAVROV, « Containing Russia: Back to the Future ? », 19 juillet 2007, sur le site du MAE russe.

57 – Le phénomène a, de façon assez prévisible, été accentué par la manne financière liée aux hydrocarbures. En 2008, la Russie se situait au 147^e rang de l'Indice de perception de la corruption de Transparence International, à égalité avec le Bangladesh, le Kenya et la Syrie.

58 – « Rossiia-VTO : kak vstoupat' » [Russie-OMC : comment entrer ?], 26 août 2009.

59 – « Pride and Power », *Wall Street Journal*, 22 août 2009.